

Défense nationale: options réalistes

Milice, armée professionnelle, neutralité armée, alliances.

Toute réflexion crédible sur la défense nationale doit commencer par l'élimination claire des modèles qui ne correspondent pas à la réalité québécoise. D'emblée, plusieurs options connues sont à proscrire, non par principe idéologique, mais parce qu'elles reposent sur des hypothèses incompatibles avec la géographie, la démographie et la position stratégique du Québec.

Les modèles fondés sur une dépendance sécuritaire quasi totale à une puissance alliée, sur une armée conventionnelle lourde de grande puissance, sur une défense strictement minimaliste de type police armée, ou encore sur une dissuasion presque exclusivement technologique doivent être écartés. Tous présentent un point commun: ils supposent soit une délégation durable de la souveraineté militaire, soit des ressources financières et industrielles hors de portée, soit une capacité irréaliste à compenser l'absence de contrôle territorial. L'expérience récente montre en outre que la protection américaine n'est ni automatique ni constante. Un changement d'administration peut modifier profondément les priorités stratégiques des États Unis, affectant directement les alliances, les budgets et les engagements. Fonder la sécurité du Québec sur l'idée que l'OTAN ou le NORAD remplaceront une défense nationale autonome relève d'un pari politique, non d'une stratégie.



Une fois ces options écartées, l'analyse peut se concentrer sur les modèles réellement pertinents. L'histoire militaire de la Nouvelle France constitue ici un cas d'étude éclairant. La défense y reposait sur une milice territoriale intégrée à la population, soutenue par un noyau réduit de troupes régulières. Ce système a permis à une société peu nombreuse de contrôler un territoire immense en compensant l'infériorité numérique par la connaissance du terrain, la mobilité et la dispersion. Des historiens comme Guy Frégault ont montré que ces principes ont influencé, directement ou indirectement, des doctrines de défense territoriale plus tardives, notamment en Suisse et en Israël.

La transposition de ce modèle à l'époque contemporaine exige toutefois une adaptation rigoureuse. Le fleuve, les vallées habitées et la profondeur territoriale demeurent des atouts, mais ils ne constituent plus des obstacles suffisants face à des forces capables de se projeter rapidement par voie aérienne ou maritime. Une défense crédible doit donc combiner plusieurs dimensions. Une armée de terre est indispensable pour tenir le terrain, protéger les centres habités et les infrastructures critiques. Une capacité navale est nécessaire pour sécuriser le fleuve, le golfe et les approches maritimes. Une défense aérienne intégrée est essentielle pour assurer la souveraineté de l'espace aérien et limiter la liberté d'action d'un adversaire.

Le débat entre armée professionnelle et milice doit être abordé sans naïveté. Une armée professionnelle offre discipline, expertise technique et loyauté institutionnelle immédiate, mais elle est coûteuse et limitée en effectifs. Une milice moderne, pour être viable, doit être strictement encadrée, régulièrement entraînée et liée à la citoyenneté. L'expérience internationale montre que la diversité démographique n'est pas un obstacle en soi. En Suisse comme en Israël, la défense territoriale a servi de mécanisme d'intégration civique. La loyauté n'est pas seulement un préalable culturel, elle est aussi le produit d'institutions claires, universelles et politiquement légitimes.

Comme l'écrivait Carl von Clausewitz, « la guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens », De la guerre, 1832. Pour le Québec moderne, la solution la plus cohérente repose sur une neutralité armée crédible. Celle-ci devrait s'appuyer sur une milice territoriale moderne et inclusive, encadrée par un noyau professionnel spécialisé, dotée de capacités navales et aériennes suffisantes, et complétée par des coopérations internationales choisies sans dépendance structurelle. Cette combinaison offre le meilleur équilibre entre souveraineté réelle, faisabilité stratégique et contrôle démocratique.